

L'ÉDITO

Béatrice Delvaux
ÉDITORIALISTE EN CHEF

PUBLIFIN, LA MISE À L'ÉPREUVE DES SOCIALISTES

Avec des socialistes comme ça, on n'a plus besoin de libéraux. » Le commentaire émis jeudi soir, dans la foulée de la commission Publifin, est cruel, mais il dit bien le désarroi dans lequel se trouvent certains militants du parti, suite aux comparutions des dirigeants du groupe liégeois, étiquetés PS. La question de la rémunération du patron apparaît comme centrale. Nombre d'huiles du mouvement ont tranché : avoir sa carte du parti (Stéphane Moreau est un membre éminent) et toucher 1 million par an, est incompatible. Idem pour les 365.600 euros d'André Gilles, tirés de divers mandats notamment « privés ». Laurette Onkelinx se dit ainsi « choquée par les socialistes qui utilisent des subterfuges dans les entreprises publiques pour échapper au plafond de rémunération que nous, socialistes, avons imposé ». D'autres éléments ont dû faire se retourner plus d'une âme de gauche, lors de la comparution de Bénédicte Bayer, directrice générale de Publifin/Nethys. Un statut d'indépendant, préférable à celui de salarié ? C'est ce que défendait « la bras droit » de Moreau, citant entre autres avantages de ne pas devoir comptabiliser les heures supplémentaires. Des travailleurs à statut public, trop chers ? Ce fut

l'une de ses justifications du risque pesant sur la rentabilité des intercommunales. André Gilles en avait livré une version « imagée », en évoquant le fait que Tecteo avait repris les travailleurs des intercom-

Des arguments qui pourraient ne pas cadrer avec le programme du PS, les valeurs de ses militants

munes lors des fusions « avec leur sac à dos ». Des arguments corrects sur un plan purement économique, mais qui pourraient ne pas cadrer avec le programme du PS, les revendications et valeurs de ses militants. Ce conflit entre la gauche radicale (à la Hamon) et la gauche libérale (à la Valls/Macron), voire affairiste, s'est illustré jeudi lors d'un échange entre Bénédicte Bayer et Frédéric Gillot (PTB). La première justifiait la transformation de l'intercommunale par la nécessité de la rentabilité - « Si nous n'avions pas fait ça (une diversification du groupe et une rationalisation, NDLR), il n'y aurait plus de dividendes pour nos actionnaires », en réponse au PTbiste qui pointait le dévoiement d'une structure et de dirigeants qui ne revendiquent plus (jamais à Namur) de servir l'intérêt public.

A l'heure où certains (dont Paul Magnette) pensent qu'il faut radicaliser le discours de la gauche pour la sauver de la débâcle électorale, les pratiques économiques et financières très « business » des dirigeants de Publifin/Nethys, doivent en mettre plus d'un mal à l'aise au boulevard de l'Empereur. D'autant qu'elles sont revendiquées dans un mélange d'arrogance et de déni de la nécessité de rendre des comptes, le tout saupoudré de blagues « ouvrières ».